

ZIMBABWE

L'exil des « plumes de la liberté »

PAR ELISABETH WITCHEL

Sous le règne du président Mugabe, le chômage, les violences politiques et les atteintes aux droits humains ont forcé au départ entre 3 et 4 millions de personnes depuis la fin des années 1990. Parmi elles, plus de 90 journalistes indépendants, victimes de la fermeture de leurs médias ou de persécution policière. De leur exil, ils continuent à informer sur le Zimbabwe. Dans l'espoir de retourner, un jour proche, dans un pays réconcilié avec la démocratie.

ENQUÊTE.



ELISABETH WITCHEL est coordinatrice du programme d'assistance aux journalistes au Comité pour la Protection des Journalistes (CPJ). **GRETCHEN L. WILSON**, journaliste free-lance basée à Johannesburg, a également contribué à la rédaction de cet article.

Lorsqu'elle a quitté le Zimbabwe, il y a trois ans, Sandra Nyaira était à l'apogée de sa carrière. Son travail en tant qu'éditorialiste politique au *Daily News*, le plus grand journal indépendant du pays, lui avait valu le prestigieux prix *Courage in Journalism*, attribué par l'International Women's Media Foundation basée à Washington. Après s'être rendue aux États-Unis pour recevoir son prix, Sandra Nyaira s'était inscrite au programme de maîtrise en journalisme de la City University de Londres, pour lequel elle avait obtenu une bourse. Elle pensait reprendre son travail au Zimbabwe un an plus tard. Son voyage de retour n'a toujours pas eu lieu.

Après plusieurs tentatives infructueuses, le gouvernement du président Robert Mugabe est finalement parvenu à fermer le *Daily News* en 2003, au moment où s'intensifiait la répression à l'égard des médias indépendants. La famille et les collègues de Sandra Nyaira avaient alors averti cette dernière, déjà arrêtée une première fois sous l'accusation de diffamation, qu'il était imprudent de rentrer au pays.

Sandra Nyaira réside aujourd'hui dans le Somerset, en Angleterre, et vit de petits boulots. A 30 ans, elle se demande si elle pourra embrasser à nouveau la carrière où elle excellait et pour laquelle elle avait déjà risqué un jour de perdre la liberté. « Ici nous moisissons » s'exclame-t-elle, en faisant référence à ses collègues zimbabwéens en exil.

Selon une enquête du Committee to Protect Journalists, au moins 90 journalistes originaires du Zimbabwe, dont beaucoup de reporters parmi les plus renommés de la nation, vivent actuellement en exil en Afrique du Sud, dans d'autres pays africains, au Royaume-Uni et aux États-Unis, formant ainsi l'un des plus grands groupes de journalistes exilés au monde. (1) Certains d'entre eux ont quitté leur pays car ils étaient directement victimes des persécutions politiques, d'autres parce que la répression gouvernementale avait gommé presque toute possibilité de travailler dans la presse indépendante. Au cours des cinq dernières années, les autorités ont régulièrement arrêté et harcelé des journalistes afin d'empêcher les reportages portant sur les droits humains, les difficultés économiques du pays et l'opposition politique au régime. Des textes répressifs comme la Loi de 2002 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée criminalisent l'activité journalistique qui ne bénéficie pas d'une autorisation gouvernementale.

UNE PRESSE MUSELÉE

La répression a eu des retombées dévastatrices sur les médias indépendants du Zimbabwe. Le pays ne compte plus aucun quotidien indépendant ni aucune radio d'information privée. Seuls deux hebdomadaires importants sont indépendants. Les journalistes restés au pays ont quitté la profession ou travaillent sous la menace de lois qui prévoient notamment des



Howard Burditt - Reuters

La journaliste Grace Kwinjeh, poursuivie au terme de la loi sur le maintien de l'ordre, à sa sortie du tribunal, en 1999.

peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 20 ans pour la publication de « fausses nouvelles jugées préjudiciables pour l'Etat ».

Les citoyens zimbabwéens se voient privés de voix dissidentes ou plurielles à l'heure où le gouvernement Mugabe, enhardi par sa victoire aux dernières élections, exerce le pouvoir avec une hargne renouvelée. L'Opération *Murambatsvina* (« Nettoyez les ordures ») a, par exemple, conduit à la destruction des habitations et des moyens d'existence d'environ 700 000 Zimbabwéens. Selon les détracteurs du gouvernement, ces démolitions, réalisées sous le prétexte d'un renouveau urbain, visaient en fait à démanteler des bastions de l'opposition politique.

Des journalistes comme Urgania Mauluka, ex-photographe au *Daily News*, battue et arrêtée alors qu'elle couvrait un rassemblement politique de l'opposition en 2001, avaient initialement quitté le pays pour un répit provisoire, mais ils se sont vus dans l'obligation de différer leur retour en raison de la détérioration des conditions de travail des médias. D'autres, tel Abel Mutsakani, parti s'établir en Afrique du Sud en 2004, avaient jugé ne pouvoir rendre compte honnêtement des événements du Zimbabwe qu'en se réfugiant à l'étranger. Certains, à l'image de Magugu Nyathi, dont le quotidien *The Tribune* a été fermé en 2003, n'entrevoient aucune perspective d'emploi dans leur pays.

« En tant que professionnels, nous nous sommes demandé comment continuer », se rappelle Abel Mutsakani, qui a pendant une courte période occupé la fonction de directeur de la rédaction au *Daily News* jusqu'à ce que les autorités ferment le quotidien. « Nous devons faire un choix. Nous pouvions rester là-bas sans rien faire, mais cela aurait été synonyme de capitulation. », déclare-t-il. Au lieu d'abdiquer, lui et plusieurs collègues sont partis en Afrique du Sud et ont lancé une publication en ligne, *ZimOnline*.

Certains n'ont toutefois pu se payer le luxe de planifier leur départ. En février, trois correspondants zimbabwéens travaillant pour des médias étrangers – Angus Shaw de l'*Associated Press*, Bryan Latham de *Bloomberg News* et Jaan Raath du journal londonien *The Times* – risquaient d'être arrêtés d'un moment à l'autre après avoir été accusés d'espionnage et de publication d'informations préjudiciables à l'Etat. Ils ont quitté le pays rapidement, laissant derrière eux leur maison, leur famille et une longue carrière.

UNE EXPÉRIENCE DOULOUREUSE

La plupart des journalistes interviewés par le CPJ vivent leur exil comme une douloureuse expérience, tout en admettant qu'ils sont plus en sécurité que beaucoup de leurs collègues demeurés au pays. Pour se faire une place à l'étranger dans le monde compétitif du journalisme, beaucoup doivent obtenir un permis de travail et faire à nouveau leurs preuves. Quelques-uns ont été engagés par des médias internationaux, mais la majorité noue les deux bouts en travaillant en usine, dans le secteur des services ou comme employés de bureau.

« C'est terriblement frustrant. Il est très, très difficile ici pour un étranger de pénétrer le milieu journalistique traditionnel », explique Conrad Nyamutata, un ancien reporter en chef du *Daily News* qui réside aujourd'hui à Leicester, en Angleterre. *Rares sont ceux qui sont parvenus à obtenir un emploi dans leur branche.*

Le prix à payer sur le plan émotionnel est également élevé. Dingilizwe Ntuli, ancien correspondant du *Sunday Times*, a expliqué que l'adaptation à la vie en Afrique du Sud et le fait de quitter sa famille – son père souffrant est décédé sans qu'il puisse le revoir – l'avaient plongé dans la dépression.

« Être forcé de quitter le pays où l'on est né est une terrible épreuve », confie Ntuli, dont le prénom signifie « nomade ». Bien qu'aujourd'hui il travaille à nouveau pour le *Times* depuis Johannesburg, il est longtemps resté à l'écart de la profession et reconnaît avoir éprouvé une certaine désillusion à l'égard du journalisme. « J'avais le sentiment de ne plus avoir de raison de vivre. J'avais tout donné au

(1) Pour réaliser cette enquête, le CPJ s'est rendu à Johannesburg et à Londres, où il a recueilli 34 interviews de journalistes zimbabwéens exilés, d'analystes et de défenseurs des droits humains.

Howard Burditt - Reuters



Un soldat tient le portrait du président Mugabe lors des cérémonies du 25^e anniversaire des forces armées, en 2005.

LES CONDITIONS D'UN RETOUR

La majorité des expatriés interrogés pour cet article ont déclaré au CPJ que leur retour serait lié non seulement à la fin du régime Mugabe, mais également à une réforme des lois nationales sur les médias et à un relâchement du contrôle mis en place par le Zanu-PF, le parti au pouvoir. Quelques-uns ont toutefois confié qu'ils rentreraient dès maintenant s'il existait des débouchés dans le journalisme.

Pour Geoffrey Nyarota, le retour des journalistes exilés est important pour l'avenir de la démocratie au Zimbabwe. L'ancien fondateur

et rédacteur en chef du *Daily News*, qui aspire à rentrer dans son pays, souligne que les élections nationales organisées en 2001, lorsque les médias indépendants faisaient encore partie du paysage médiatique zimbabwéen, avaient été beaucoup plus ouvertes que celles de 2005, au cours desquelles le Mouvement pour un changement démocratique (le parti d'opposition) avait pratiquement été exclu de toute couverture médiatique.

Bien que le Zanu-PF ait été accusé par ses détracteurs d'avoir manipulé le dernier scrutin, « la fraude n'a pas été nécessaire pour qu'il remporte les élections », explique Geoffrey Nyarota. Selon lui, c'est l'absence de diversité médiatique qui a assuré la victoire du parti au pouvoir.

Pour l'heure, tant au Zimbabwe qu'au sein de la communauté en exil, les besoins financiers et professionnels sont multiples. De nombreux journalistes sur place se sont retrouvés sans emploi dans leur profession à la suite de la fermeture des médias. Certains reporters expatriés cherchent des financements pour des projets existants ou nouveaux. D'autres ont besoin de pratique professionnelle, d'éducation et de formation.

Sandra Nyaira et certains de ses collègues ont créé l'Association des journalistes zimbabwéens au Royaume-Uni. Il s'agit d'une première initiative visant à répondre à ces attentes. « Il ne fait aucun doute que nous finirons par retourner là-bas, a-t-elle souligné. Et ce jour-là, nous aurons beaucoup de pain sur la planche. »

EI

Cet article a été publié originellement dans l'édition automne/hiver 2005 de la revue *Dangerous Assignments*, publiée par le Committee to Protect Journalists. Le chapeau et les intertitres sont de la rédaction.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le CPJ (Committee to Protect Journalists) est la plus importante organisation américaine engagée dans la défense de la liberté de la presse à travers le monde. Basée à New York, elle est membre d'IFEX (International Freedom of Expression Exchange, www.ifex.org).

action

Si vous voulez soutenir les journalistes zimbabwéens en exil et participer à la restauration de la liberté de la presse au pays de Mugabe, vous pouvez écrire à l'ambassade du Zimbabwe pour demander :

- la levée des restrictions qui pèsent sur les médias,
- le respect de la liberté d'expression et
- l'absence de toutes représailles à l'encontre de journalistes exilés qui choisiraient de rentrer au pays.

BELGIQUE

Ambassade du Zimbabwe
Square Joséphine Charlotte, 11
1200 Woluwé-Saint-Lambert

Tél. : + 32 2 762 96 05
Fax : + 32 2 775 65 10
Courriel : zimbrussels@skynet.be

CANADA

332 Somerset Str. West
Ottawa
Ontario K2P 0J9
Tél. : + 1 613 237 43 88
Courriel : zimhighcomm@simpatico.ca

FRANCE

12, rue Lord Byron
75008. Paris
Tél. : + 33 1 568 816 00
Courriel : zimparis@compuserve.com

SUISSE

Kommandantenstrasse, 80
10117 Berlin
Tél. : + 49 30 206 22 63